

Préférence nationale : Pena Ruiz est un cancre en Histoire de France



C'est toujours un bonheur d'écouter l'honorable professeur de philosophie Henri Pena-Ruiz, surtout quand il débat avec une personne comme Éric Zemmour, même si la gauche a interdit tout contact, au nom du cordon sanitaire, avec le journaliste du Figaro, ce qui paraît avoir bien fait rire notre fondateur, dans sa vidéo du jour.

Parmi les choses drôles, celui qu'une amie à moi appelait « Dear Henri », à cause de son côté précieux et suffisant, le professeur interrompt sans arrêt son interlocuteur, à qui il interdit la moindre interruption ! Mais surtout, lui qui est habitué à étaler son érudition, devant un parterre de groupies aux anges, tombe mal quand il a affaire à quelqu'un de plus érudit que lui, car l'imposture de son discours marxiste à deux balles et ses mensonges historiques tombent à l'eau en moins de deux secondes.

[Face à l'info 16 Janvier 2020 HD avec Henri Pena-Ruiz \(CNews\)](#)

Ainsi, à parti de la 26^e minute du débat, donc sur la fin, on évoque le soutien de Marine Le Pen aux grévistes. Éric Zemmour l'explique pour deux raisons : selon lui, la présidente du

Rassemblement national est authentiquement de gauche (ce qui manque de faire défaillir Pena Ruiz) et elle a la majorité des ouvriers qui vote pour elle. Voulant se distinguer, le valeureux professeur explique que Marine est pour la préférence nationale (ce que confirme Éric) et donc qu'elle n'aime pas les ouvriers, qu'elle ne soutient le mouvement que par démagogie. Remarquons d'abord que le logiciel du pape de la laïcité (c'est ainsi qu'on le surnomme), seuls les communistes et la gauche peuvent donc se targuer de défendre les ouvriers !

Mais l'essentiel n'est pas là. Quand Éric lui fait remarquer que la préférence nationale a été fondée dans les années 1930 par la gauche, Pena Ruiz s'indigne et hurle que c'est faux ! Deux solutions : soit c'est un menteur, soit c'est un ignare, un cancre. Notre ami Michel Ciardi, dans un remarquable article rendant hommage à Christian Jelen, le rappelait cruellement à nos gauchistes et autres marxistes internationalistes, ceux qui, comme les islamistes et les capitalistes, veulent faire tomber les frontières.

<https://ripostelaique.com/la-preference-nationale-vient-de-la-gauche-hommage-a-christian-jelen.html>

LA PRÉFÉRENCE NATIONALE VIENT DE LA GAUCHE

Il suffit de parler de préférence nationale pour déclencher l'hystérie des prêcheurs du conformisme pluriel, le Monde, Les Verts, les trotskistes, les gauchistes de FO et de la CFDT, les communistes, certains socialistes, des chefs du RPR et de l'UDF, etc. « La préférence nationale, martèlent-ils, c'est Le Pen, c'est l'extrême droite. » Désolé de les contredire : la préférence nationale n'a pas été inventée par Le Pen. Elle ne date pas non plus de Vichy. Elle plonge ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier. D'où sa résonance dans l'électorat populaire.

La protection des travailleurs nationaux est au cœur des débats de la 1^{re} Internationale, créée en 1864 à Londres. Ses fondateurs, dont Karl Marx, veulent contrôler les mouvements de main-d'œuvre afin que les patrons ne puissent recourir

aussi facilement aux travailleurs étrangers pour briser une grève ou faire baisser les salaires. Vers la fin du XIX^e siècle, tant qu'il y a de l'embauche, les ouvriers parisiens ne songent pas à demander l'expulsion des étrangers, d'autant que ceux-ci, déjà, se chargent des besognes les plus dangereuses ou les plus viles. Mais, dès que la crise économique éclate, la présence des étrangers est remise en question. Faut-il s'étonner que les premiers décrets restreignant le travail des étrangers en France aient été signés en août 1899 par Alexandre Millerand, premier socialiste membre d'un gouvernement ?

La préférence nationale est au centre des débats du syndicalisme ouvrier, aussi bien avant 1895, année de naissance de la CGT, qu'après. Pour les syndicalistes, des immigrés trop nombreux forment la réserve du capitalisme dont parlait Marx. Les patrons s'en servent pour diminuer les salaires. Pour ne pas en arriver à une situation conflictuelle, la CGT préconise un strict contrôle des flux migratoires.

En 1915, en pleine guerre, la CGT pose la question des ouvriers étrangers : « On ne peut pas les faire venir là où la main-d'œuvre locale est suffisante... Il faut ensuite assurer aux immigrants un salaire égal à celui des ouvriers nationaux employés dans la même profession. » La création d'un Conseil supérieur de l'importation de la main-d'œuvre étrangère est exigée. Après 1920, la CGT non communiste, majoritaire, proteste contre l'immigration clandestine et les faux réfugiés politiques, surtout à partir de 1931, quand la France subit la crise économique. La SFIO, par la voix de Léon Blum dans le Populaire, admet qu'« en temps de crise, toute immigration supplémentaire doit être suspendue. [...] Pour prévenir les conflits possibles entre chômeurs français et travailleurs étrangers. » Et leur prévention exige un contrôle des flux migratoires.

La crise s'aggravant, la gauche vote ou fait voter des lois de préférence nationale (loi Herriot de 1932 et décrets-lois

Daladier de 1938), d'une grande brutalité. Lors de son congrès de Royan, en 1938, la SFIO admet que « la France ne peut pas supporter à elle seule la plus grosse part des charges découlant du droit d'asile » des réfugiés allemands, autrichiens, juifs, espagnols... Cinquante ans avant Rocard, Blum et ses amis reconnaissent que la France ne peut pas « accueillir toute la misère du monde ».

Après la Libération, ainsi que François de Closets le rappelle dans le Compte à rebours (Fayard), la gauche a largement contribué à faire bénéficier le secteur public de la préférence nationale. Des artistes ont aussi accès à ce privilège. Ainsi, la France statutaire bénéficie de la préférence nationale, mais la refuse à la France précaire. C'est une situation aberrante, malsaine. Que nos dirigeants, de gauche ou de droite, devraient aborder avec courage. Sans sombrer dans les petites lâchetés ou l'hystérie.

Christian Jelen

Lundi 22 Juin 1998, paru dans Marianne

De même, quand Pena Ruiz raconte que Marx appelait à l'unité des travailleurs, il prend ses désirs pour des réalités, car jamais Marx n'a appelé les travailleurs à aller vendre leur force de travail dans d'autres pays, comme le rappelait avec talent Jacques Philarchein, lui aussi marxiste, lors des assises internationales contre l'islamisation de nos pays. Rappelons que cette vidéo avait valu à notre ami une condamnation judiciaire, sur plainte du Mrap.

Pena Ruiz reste enfermé dans ses certitudes et ses mensonges historiques. Il est incapable d'entendre ce que lui dit Éric sur l'origine de gauche du fascisme de Mussolini, qui fut socialiste de gauche dans sa jeunesse, et du nazisme d'Hitler, dans lequel apparaissait le mot « socialiste ». Il paraît même prêt à interdire ces paroles, qui remettraient en cause son logiciel rayé et les mensonges historiques que les siens véhiculent depuis des décennies.

Le pire est que l'honorable professeur, qui dénonce la préférence nationale, en a profité toute sa vie, puisqu'il a

travaillé dans un secteur, l'Education nationale, où il faut être français. Donc, il est protégé des conséquences de son catéchisme marxiste, ce qui n'est pas le cas des salariés du privé. Et il se dit du côté des travailleurs !

Exaspéré par la démagogie de Pena Ruiz, un de nos lecteurs nous a envoyé ce commentaire, qui nous paraît une excellente conclusion.

Le fascinant chez ces cons de gauchistes mondains, est qu'à 70 ans et plus, ils sortent encore leurs sornettes marxisantes. Il y a des richesses, il faut les partager (avec la planète, maintenant avec les koalas) et aussi le temps de travail pour réduire le chômage.

À 16 ans, tu es dans l'exaltation sociale, OK, mais à 70 berges, si t'as pas compris la vie et de simples règles économiques, même une greffe de neurones ne pourra rien.

C'est le prototype de l'universitaire hautain, qui a enseigné 3 ans dans des lycées d'un certain niveau, surtout à son époque, et qui a fait carrière à blablater, en prenant du pognon. Agrégé, c'est pas trop mal payé pour un fonctionnaire. Mon père qui était enseignant de la grande époque me disait : « les agrégés, ce sont des fous et des méprisants envers les autres, les gueux, la piétaille, du style « vous n'êtes qu'instituteur » (à l'époque ils n'étaient pas prof des écoles). »

Bernard Bayle